

TAHALIL JOUSSOUR

PRESENTATION

La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.

Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.

La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.

Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social

ou sur le plan politique et de la gouvernance.

Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.

Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :

- Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système;

- Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique.

Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.

Joussour contribuera par une lecture des faits saillants sous l'angle de ce diagnostic à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la

DANS CE NUMÉRO :

PRESENTATION	P. 1
ELECTIONS 2019 : MESSAGES POLITIQUES IMPORTANTS	P. 1
DES INDICATEURS NON RASSURANTS QUELQUES MOIS APRÈS LA TENUE DES ÉLECTIONS	P. 2
DE VRAIS DANGERS POUR LE PAYS ET QUE TOUTES LES PARTIES ASSUMENT LEURS RESPONSABILITÉS	P. 3

Elections 2019 : messages politiques importants :

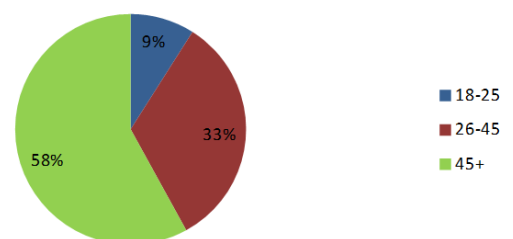
Les élections législatives et présidentielles de 2019 ont constitué une étape importante dans la transition démocratique du pays. Outre ce qui a été établi d'une mise en place d'une pratique démocratique par leur réalisation dans leurs délais et la reconnaissance par tous les partis de leurs résultats, les taux de participation modestes notamment chez les jeunes (1) (taux de participation chez les jeunes) ont affirmé le déclin de la représentation populaire des partis et des institutions élues.

Quant aux messages politiques les plus importants, ils ont été clairement exprimés par les électeurs par le biais des urnes, les principaux étant :

*Punir le système partisan résultant des élections de 2014, y compris les partis au pouvoir ainsi que ceux qui étaient dans l'opposition.

*La volonté de changement qui s'est manifestée par la montée de nouvelles figures et forces politiques non représentées dans le système de 2014.

Le taux de participation aux législatives selon les tranches d'âge



(1)

Il est possible d'affirmer à travers ces messages que le blocage de la situation dans le pays résulte de l'échec de l'offre politique issue des élections de 2014 à répondre aux

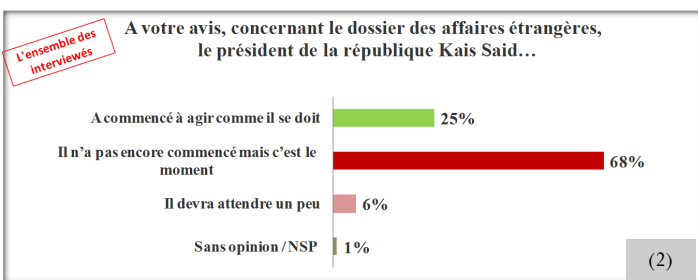
demandes du peuple exprimées lors de la Révolution et au-delà, que ce soit au niveau des programmes ou des cadres politiques, des performances ou des résultats.

Des indicateurs non rassurants quelques mois après la tenue des élections

Sans aucun doute, il est encore trop tôt pour évaluer le paysage partisan et institutionnel qui a été engendré par les élections de 2019, d'autant plus qu'une partie de celui-ci n'est pas encore constituée, mais un certain nombre d'indicateurs négatifs appellent l'attention.

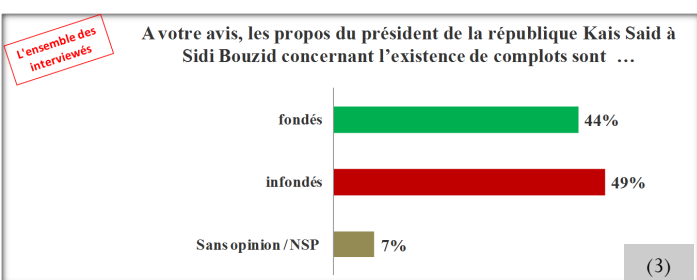
le chef de l'Etat qui a profité de la grande vague de rejet de la classe politique précédente pour remporter une victoire remarquable et nourrir pour beaucoup les espoirs de changement s'est contenté de certains gestes et rencontres symboliques sans annoncer aucun programme concret pour la prochaine étape.

Il a également enregistré un retard dans le traitement des dossiers de politique étrangère à un moment où la situation se développe dans notre environnement régional affectant directement la nôtre, et à un moment où notre situation économique a besoin d'un grand dynamisme au niveau international pour lui ouvrir des horizons favorables(2)



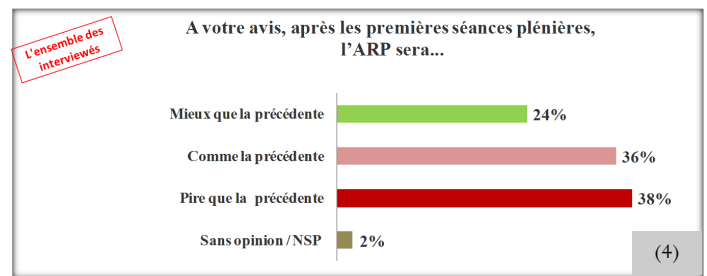
Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
fin Novembre 2019

En fait, certaines déclarations faites par le président de la république ont perturbé la scène politique par leur manque de preuves quant à des complots en train d'être ourdis contre lui et la tentative de mobiliser la rue avec un discours cohérent avec les campagnes électorales et non avec la position de chef de l'Etat(3)



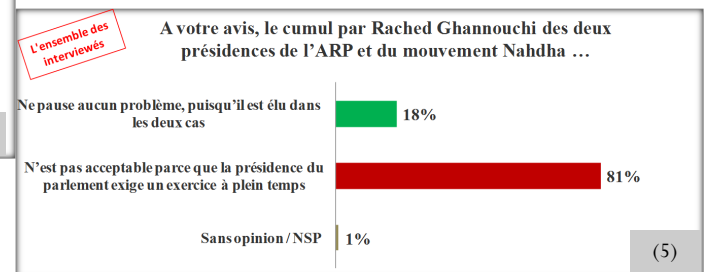
Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
fin Décembre 2019

Quant au nouveau Parlement, ses premières sessions ont été marquées par la tension, la polarisation et le faible niveau de discours entre ses membres. Cela a donné une impression négative à l'opinion publique exprimée par la réponse des répondants à la question suivante(4).



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
fin Novembre 2019

En outre, la conservation du président de l'A.R.P de la présidence de son parti, qui a le premier bloc au parlement, et son exercice des deux rôles en même temps entachent la scène politique d'ombres négatives, en particulier au cours de la formation du gouvernement(5)



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
fin Décembre 2019

Quant au nouveau gouvernement, les consultations qui se sont étendues sur deux mois pour l'installer ont été dominées par la même logique de quotas partisans en l'absence d'un programme clair et novateur pour faire face aux principaux défis dans le pays, se soldant par un échec cuisant à obtenir la confiance du Parlement.

Certaines déclarations du chef de l'Etat et une part des tensions au sein de l'ARP ainsi qu'entre les trois parties du pouvoir (présidence de l'Etat, présidence de l'A.R.P et le chef de gouvernement désigné) ont démontré que le conflit sur le modèle de gouvernance dans le pays s'imposera au cours des prochains mois et années, ce qui compliquera encore la gestion de la situation.

De vrais dangers pour le pays et que toutes les parties assument leurs responsabilités :

Joussour exprime sa crainte quant au sort de la situation dans le pays si les premiers indicateurs se confirment et si toutes les parties responsables n'y remédient pas rapidement.

Le plus grand danger qui menace le pays au cours des prochains mois est l'alignement d'un certain nombre d'éléments négatifs, ce qui rendra leur gestion difficile pour tout le monde et pourra conduire même à des scénarios dangereux.

Les plus importants de ces éléments négatifs sont les suivants :

Débordement de la situation sociale :

Les indicateurs de tension sociale dans le pays (El Kamour, transport, éducation...) sont en nette augmentation au vu de l'inertie gouvernementale depuis des mois.

La colère populaire est alimentée par l'échec de l'installation des institutions dirigeantes après les récentes élections et par l'absence d'amélioration tangible de leurs performances et de leur réponse aux enjeux économiques et sociaux prioritaires.

Les craintes populaires augmentent clairement en raison des répercussions de l'escalade des batailles en Libye et des nouveaux flux de réfugiés qu'elle pourrait engendrer, ce qui alourdira le fardeau social du pays en particulier dans certaines des zones déjà défavorisées.

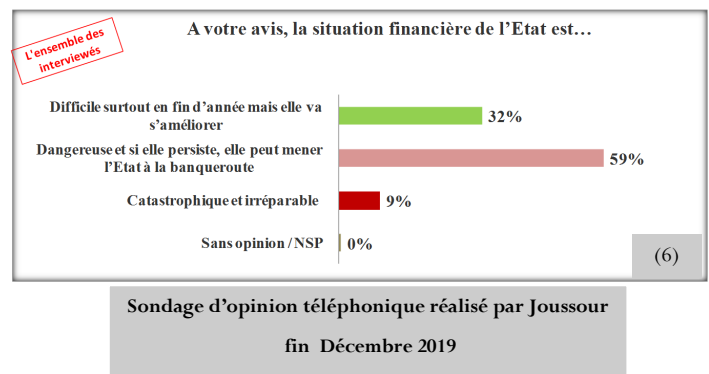
Ces évolutions sociales constituent un risque compte tenu de la fragilité de la situation politique en général et de la faible performance de l'Etat dans ce domaine en particulier ainsi qu'au vu de la diminution du rôle et de la crédibilité des intermédiaires (organisations nationales) lors des crises, notamment après leur implication dans les équations politiques.

Une grave détérioration de la situation économique et financière :

Il est devenu clair que les finances publiques sont soumises à de fortes pressions en raison de l'exacerbation de la dette, des faibles taux de croissance et de l'incapacité des pouvoirs publics à s'acquitter de leurs obligations de réforme envers leurs principaux créanciers. En effet les rapports publiés par la Banque Centrale, l'Institut national des statistiques et les centres spécialisés dans les questions économiques indiquent la gravité de la situation économique et financière. Les déclarations et les données publiées par des parties au gouvernement insistant sur certains indicateurs et chiffres conjoncturels qu'elles jugent positifs n'ont pu limiter la

psyché pessimiste dans ce domaine (Réponse du ministre des finances aux questions et interventions des députés lors de la discussion de la loi des finances complémentaire de 2019 et de la loi des finances 2020).

Les justifications des politiciens n'ont pas réussi également à changer l'attitude des citoyens à l'égard de la classe politique et sa capacité à gérer correctement ce dossier. L'impression qui prévaut dans l'opinion publique a tendance à être pessimiste en l'absence de résultats dans ce domaine. Il est clair que les gens n'ont pas encore atteint le stade du désespoir et de l'acceptation du scénario de la faillite de l'Etat, mais ils considèrent que la situation est extrêmement dangereuse ce qui exige des remèdes réels et rapides pour exclure le spectre de la faillite et de l'effondrement (6)



Les craintes ont été renforcées par des avertissements et des mises en garde sur la gravité de la situation de la part de parties qui ne sont pas habituées à apparaître pour exprimer des positions ou des options aussi audacieuses et dangereuses. Les déclarations de la Banque mondiale en Tunisie et du représentant du Fonds monétaire international sont des indicateurs à haut risque qui montrent que les principaux bailleurs de fonds extérieurs de notre pays sont préoccupés par la situation économique et financière et préfigurent des changements d'attitude à l'égard de l'accompagnement de la transition de notre pays et le soutien des réformes majeures.

Ces craintes sont confirmées par la suspension par le F.M.I du décaissement des dernières tranches du prêt qu'il a conclu avec le gouvernement tunisien en 2016 dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de réformes structurelles économiques et financières. Ainsi, il est devenu certain que le scénario le moins mauvais sera une pression accrue des donateurs et des financiers pour faire passer les réformes auxquelles se sont engagés les gouvernements précédents avec un calendrier plus serré et des termes plus rigoureux, ce qui en fait des réformes plus douloureuses et coûteuses à tous égards,

surtout si nous tenons compte des implications de l'entrelacement de ces pressions avec d'autres pressions dues à l'impact de la détérioration des conditions sociales et régionales.

La détérioration de l'équation régionale, notamment dans notre environnement immédiat

L'équation interne libyenne n'a pas beaucoup changé ces derniers mois, même si elle est devenue plus intense et féroce, l'état de polarisation existe toujours entre les deux principales parties de l'équation. Et c'est toujours le recours aux armes qui prédomine.

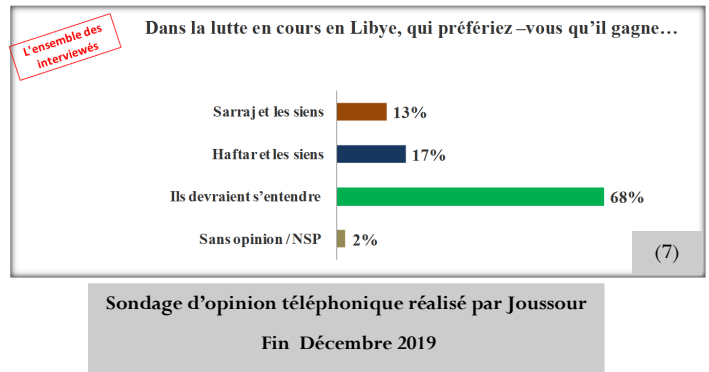
En revanche, les équations régionales et internationales liées au dossier libyen sont devenues plus compliquées. Les parties de l'équation se sont diversifiées et leurs intérêts sont plus variés, ce qui a transféré le dossier libyen à un simple enjeu géopolitique dans lequel se disputent les intérêts de ces parties qui ne prêtent presque aucune attention aux intérêts de la Libye et de son peuple.

L'inclusion du dossier libyen dans cet enjeu géopolitique est un facteur de complication qualitative pour son traitement et préfigure l'entraînement de toute la région dans des alignements dangereux qui menacent sa stabilité et sa sécurité.

La classe politique réitère les erreurs de la post-révolution et les alignements idéologiques dont elle a fait preuve, faisant interférer la situation en Syrie dans ses tiraillements internes sans tenir compte des intérêts nationaux suprêmes et des principes de notre pays fermement ancrés dans le domaine des relations extérieures. Aujourd'hui, ces alignements se répètent dans un dossier plus sérieux, un dossier qui menace la sécurité nationale de notre pays.

En ce qui concerne l'équation intérieure libyenne, la Tunisie n'a qu'à adhérer au principe de neutralité positive et à ne pas s'ingérer dans cette équation en faveur de telle ou telle partie tout en respectant les exigences de la légitimité internationale, et refusant le recours aux armes pour résoudre les différends, et rejetant toute ingérence étrangère dans les affaires de notre voisin.

En ce qui concerne les développements et la complexification de l'équation régionale et internationale, notre pays doit redoubler d'efforts diplomatiques en vue de contribuer à pousser les puissances régionales et internationales à une approche sérieuse de la situation libyenne basée sur un cessez-le-feu immédiat, l'interdiction de toute intervention militaire ou tout soutien à une ou l'autre des parties et à la relance du processus de solution politique conduisant à la création d'un Etat civil intégrant toutes les forces engagées à se soumettre au choix libyen libre.(7).



Soulignons que les efforts tunisiens dans ce dossier ne doivent pas diverger des efforts algériens. C'est que nos intérêts sont les mêmes et notre approche est la même.

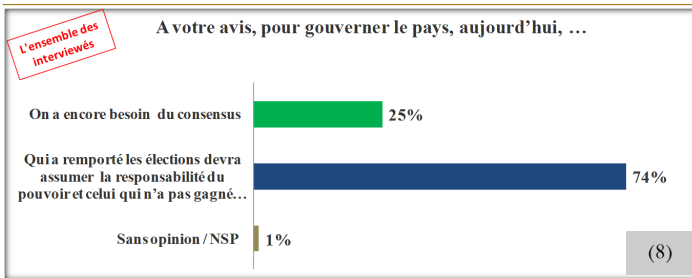
Exacerbation de la controverse sur la gouvernance et la constitution :

Les élections législatives ont engendré un nouveau paysage, différent dans son ingénierie de son précédent, et imprégné par la fragmentation des forces politiques et de la difficulté de leur rencontre autour de visions et de programmes politiques qui leur permettent de générer une majorité parlementaire stable, garantissant la stabilité du gouvernement exigée pour faire face aux défis de l'étape. Tout cela prédit une étape plus difficile que ses précédentes qui sera régie par les interactions et la volatilité et les institutions étatiques seront de plus en plus affectées par les crises au sein des partis et des blocs.

En contrepartie, un nouveau visage accède à la présidence de la République à une écrasante majorité. Il n'appartient ni aux partis ni à l'espace politique et son slogan est de révolutionner le système de gouvernance de l'Etat, sans disposer de bloc ou de force politique représentée au Parlement.

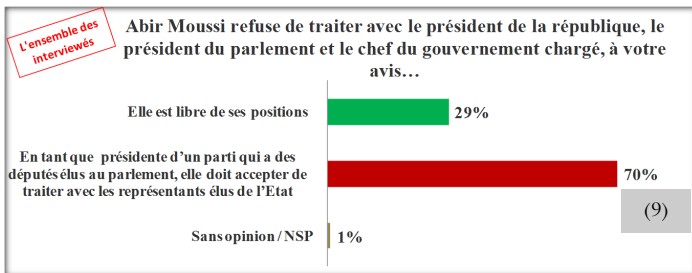
Le résultat de cette nouvelle ingénierie est un tiraillement entre trois thèses :

- Les partisans de la première thèse s'efforcent de préserver la gouvernance actuelle en continuant à s'appuyer formellement sur la façade constitutionnelle et institutionnelle et l'adoption d'une gouvernance effective en dehors de ces cadres, basée sur ce qui a été appelé un consensus se traduisant par des accords concernant le partage de la rente provenant des résultats des élections à savoir les postes à l'ARP et au gouvernement. Cette gouvernance n'est pas basée sur de solides alliances programmatiques mais plutôt sur des accords fragiles qui s'effondrent facilement. L'échec de la formation du gouvernement de M.Habib Jamli est un nouveau témoignage de la stérilité de cette démarche et de ses risques pour la gouvernance de l'Etat et la stabilité de ses institutions (8).



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
Fin Novembre 2019

-Quant à la deuxième thèse, elle se fonde sur un rejet de principe de toutes les institutions, règles et partis politiques qui ont été engendrés après le 14 Janvier 2011 comme manifestation d'échec. La solution consiste pour ses partisans à revenir à ce qui était avant 2011 et donc ils refusent de traiter avec toutes les composantes du système actuel de gouvernement et ne se soucient pas des risques d'isolement politique (9). Ils comptent plutôt sur un sentiment croissant des gens de la crise économique et sociale et de leur colère croissante contre ceux au pouvoir pour appuyer leur thèse.

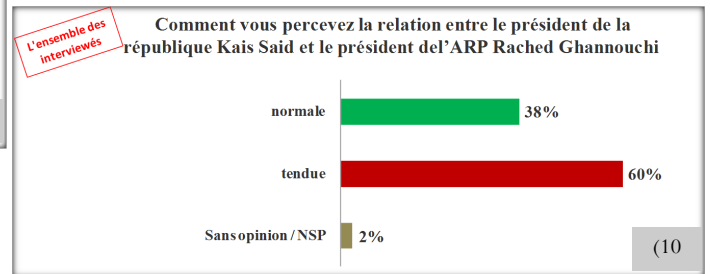


Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
Fin Novembre 2019

-Quant à la troisième thèse, elle estime que la solution est de passer à une nouvelle gouvernance ascendante qui renversera de fond en comble la gouvernance actuelle et qui démantèlera ses institutions politiques et administratives représentées au Parlement et dans l'administration centrale et sapera ses fondements constitutionnels et juridiques représentés dans la constitution et la loi électorale.

Cette différence fondamentale dans les thèses montre l'incohérence entre les tendances des parties impliquées dans la gouvernance du pays et l'absence d'une perception globale sur une question très sérieuse qui est structurellement liée aux outils de gouvernance et de gestion des affaires publiques et représente un cadre pour résoudre les problèmes accumulés et faire face aux défis successifs. Cette divergence indique le début d'une nouvelle phase de conflit et peut être même de lutte entre les composantes du système de gouvernance actuel autour des prérogatives et la volonté d'élargir les champs de pouvoir. Ce sont des tiraillements qui commencent à apparaître sous

certaines aspects particuliers entre le président de la république et le président du Parlement concernant les dossiers internes et externes à un degré remarquable (10).



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
Fin Décembre 2019

Et ce sont des indicateurs dangereux qui peuvent nous ramener à la case d'utilisation des appareils de l'Etat pour gérer les différends entre les parties du pouvoir.

Ces tiraillements et ces différends nous ramènent à la confusion qui a dévoré la période parlementaire précédente au sujet de la nouvelle constitution qui a été mise en place en 2014 et représente toujours la principale et peut être la seule réalisation du processus de transition démocratique, et cela préfigure la perte d'une deuxième période parlementaire sans progrès tangibles au niveau de son implémentation.

Surmonter le débat stérile sur la question de la gouvernance nécessite une présentation sérieuse de ces problèmes au-delà de la planéité qui se contente, en l'état d'inertie dans lequel nous vivons, de pointer le doigt d'accusation vers le sommet du système juridique représenté par la constitution en oubliant les autres éléments qui affectent le système de gouvernance, tels que les textes relatifs au système électoral et au système des partis ainsi que la situation d'inertie vécue depuis sa ratification. Se contenter de lancer les flèches de critique à la constitution révèle un état d'inconscience constitutionnelle qui la considère simplement comme un document dont on peut se jouer ou modifier ses articles chaque fois que nous le voulons.

La demande de révision de la constitution peut être légitime pour la purifier de certains défauts qui peuvent avoir été démontrés par la pratique et l'application. Qu'en est-il d'un texte qui est resté en suspens et juste une façade surtout qu'une partie importante de ses institutions n'a pas encore été implémentée comme la cour constitutionnelle et les instances constitutionnelles indépendantes.

Pour débattre de la révision de la constitution, il faut surmonter la confusion et la controverse afin d'engager un débat sérieux, inclusif et systématique dans lequel des questions majeures seront posées, dont la première est la

responsabilité du texte constitutionnel quant à l'état d'inertie que vit la gouvernance du pays.

Dans quelle direction la constitution sera-t-elle amendée ? Est-ce un amendement partiel ou radical et dans quelle direction ? (Retour au régime présidentiel ou ancrage du parlementarisme...)?

Comment affronterons-nous le problème procédural lié à la modification de la constitution (les majorités nécessaires pour faire passer l'amendement constitutionnel et le problème de l'absence de la Cour Constitutionnelle qui joue un rôle important dans ce domaine) ?

Ceci sans perdre de vue la question du coût de mise en œuvre de ce processus en termes de temps politique et économique. Chaque réforme constitutionnelle dans un pays démocratique a un coût élevé car elle consomme beaucoup d'énergie et épuise encore plus d'efforts.